

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 23/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/09/2022

Contexte et constats  
Publié sur **GÉORISQUES**

### **CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX**

La Clarté  
BP 21  
44410 HERBIGNAC

Références : N1-2022-903-rapport

Code AIOT : 0006300063

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2022 dans l'établissement CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX implanté La Clarté BP 21 44410 HERBIGNAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX
- La Clarté BP 21 44410 HERBIGNAC
- Code AIOT : 0006300063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de La Clarté à Herbignac est une carrière de roches massives dont le fonctionnement est autorisé par arrêté préfectoral du 20/01/2010 pour une durée de 30 ans. L'extraction des matériaux est réalisée à l'explosif. Les matériaux extraits sont ensuite concassés, broyés et criblés dans une installation de traitement de 8 MW. En complément, une installation mobile de 510 kW est également susceptible d'opérer sur le site.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 11/05/2016 a autorisé le remblaiement pour partie de la carrière avec des déchets inertes extérieurs. L'arrêté préfectoral complémentaire du 25/06/2021 autorise l'acceptation de déchets inertes dits K3+ pouvant dépasser les valeurs limites caractérisant les déchets inertes, dans la limite d'un facteur 3.

La production moyenne autorisée est de 1 880 000 tonnes par an et la production maximale autorisée est de 2 300 000 tonnes par an.

La production 2021 a été de 2 062 000 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites des visites précédentes,

- émissions de poussières,
- acceptation de déchets K3+,
- suivis environnementaux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Bilan des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Surveillance des niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 9-7	/	Sans objet
15	Rejets d'eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 6-6	/	Sans objet
18	Gestion des emballages d'explosifs	Autre du 29/07/2020, article L541-2-1-I	/	Sans objet
19	Tri 5 flux	Autre du 16/07/2021, article D.543-281	/	Sans objet
20	Etude des instabilités rocheuses	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 13-8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1	/	Sans objet
2	Entretien des dispositifs d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1	/	Sans objet
5	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet
7	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 9-2	/	Sans objet
9	Surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 12-5	/	Sans objet
10	Vibrations associées aux tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 12-4	/	Sans objet
11	Acceptation préalable de matériaux "K3+"	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 14-5	/	Sans objet
12	Acceptation de matériaux "K3+" - rejet d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 6-13	/	Sans objet
13	Gestion des eaux de remblais	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 14-10	/	Sans objet
14	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 6-13	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Surveillance des niveaux piézométriques	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 6-9	/	Sans objet
17	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 6-9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit identifier les causes des dépassements des paramètres chlorures et fluorures sur les eaux de rejet. Dans l'attente, aucun matériau extérieur dépassant les seuils ISDI pour ces paramètres ne peut être accepté sur le site.

L'exploitant doit trouver avec ses prestataires une solution afin d'éviter le brûlage des emballages souillés d'explosifs sur le site.

Il devra transmettre à l'inspection des installations classées l'étude de stabilité avec ses conclusions et ses propositions.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Emissions de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place des dispositions d'aspiration/filtration et des dispositifs de brumisation sur l'installation de traitement des matériaux ainsi qu'un arrosage des pistes et des zones de circulation. L'exploitant a mis en place une nouvelle trémie (DSH pour Dust Suppression Hopper) permettant le destockage des matériaux fins avec une très faible émission de poussières, ce qui a été constaté lors de la visite d'inspection. Il n'a pas été constaté d'envols de poussières le jour de la visite d'inspection, à l'exception de la zone de remblaiement (envols ascendants de poussières depuis la verse de matériaux).
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que l'arroseuse était tombée en panne dans la matinée (à l'arrivée sur le site, la zone d'accueil était effectivement arrosée). Il a indiqué qu'une prestation d'arrosage avait été commandée avec une arrivée prévue dans l'après-midi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Entretien des dispositifs d'abattage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les registres de suivi et d'entretien des systèmes de dépoussiérage (brumisation et filtration) ainsi que les rapports d'intervention sur les filtres à manche de juillet et août 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 5 : Surveillance des retombées de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions de poussières

**Prescription contrôlée :**

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport « Retombées de poussières dans l'environnement – année 2021 » - Geoscop. Les mesures sont réalisées à une fréquence semestrielle et sur une durée d'environ 30 jours (31 jours pour les deux campagnes de 2021) au niveau de 5 points de mesure (2 points en limite de site, 2 points pour l'exposition des populations, 1 point témoin). Les résultats des deux points de mesure (b) placés pour évaluer l'exposition des populations sous les vents dominants sont inférieurs à 500 mg/m<sup>2</sup>/jour :

- b1 (nord-est) : semestre 1 = 223 mg/m<sup>2</sup>/j – semestre 2 = 155 mg/m<sup>2</sup>/j

- b2 (sud-ouest) : semestre 1 = 98 mg/m<sup>2</sup>/j – semestre 2 = 87 mg/m<sup>2</sup>/j.

L'exploitant a également transmis la synthèse semestrielle pour la campagne de mai-juin 2022. Les résultats sont identiques au premier semestre 2021.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 6 : Bilan des émissions de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions de poussières

**Prescription contrôlée :**

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

**Constats :** L'exploitant n'a pas transmis le bilan annuel avant le 31/03/2022.

Un bilan figure dans le rapport 2021 transmis à la demande de l'inspection des installations classées en août 2022.

**Ce bilan ne comporte pas l'ensemble des éléments attendus :** la comparaison historique des mesures est réalisée uniquement par rapport à l'année 2020 et il n'est pas réalisé d'analyse avec l'activité ni l'évolution de l'installation, notamment concernant les dispositifs d'abattage des poussières.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 7 : Niveaux acoustiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 9-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

Les émissions sonores émises par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

[tableau]

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété des installations ne doit pas dépasser, lorsqu'elles sont en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le Rapport de suivi annuel

2021 - Geoscop. Les mesures de bruit ont été réalisées le 30 novembre 2021 selon la méthode d'expertise en 9 points autour du site et en 1 point en limite de site. Des mesures ont été réalisées en période diurne et en période nocturne.

La valeur limite en limite de site est respectée (52,5 dB en période diurne, 42,5 dB en période nocturne pour une valeur limite de 70 dB).

Cependant, la valeur limite d'émergence est dépassée en période diurne en 4 points de mesure situés à l'est du site : La Clarté, Le Bas Quilio, le Haut Quilio, La Ville Perrotin. Aucun dépassement n'est constaté en période nocturne.

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a également transmis les résultats des mesures de bruit réalisées le 05/07/2022. Les résultats des mesures sont conformes à l'exception du point La Clarté (6 dB au lieu de 5 dB - l'habitation concernée est propriété de la société Charier CM).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 8 : Surveillance des niveaux acoustiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 9-7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

En cas de dépassements des limites fixées à l'article 9-2 en au moins un point de mesure, l'exploitant informe l'inspection des installations classées. Il doit accompagner son envoi de propositions d'aménagements qui permettent de réduire les niveaux sonores dans l'environnement et l'échéancier de réalisation correspondant.

L'exploitant fait réaliser de nouvelles mesures des niveaux sonores dans le mois qui suit l'achèvement des aménagements proposés. Il communique les résultats à l'inspection des installations classées avec de nouvelles propositions si les limites fixées sont toujours dépassées.

**Constats :** Des dépassements des émergences autorisées ont été constatés lors des mesures de bruit de 2021. **L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées lorsqu'il a eu connaissance de ces dépassements.**

L'exploitant explique ces dépassements par une activité plus importante liée à un chantier particulier. Les stériles générés lors de la réalisation de ce chantier ont été placés en merlon afin de réduire l'impact acoustique.

**Observations :** En cas de dépassement de valeurs limites, l'exploitant doit en informer rapidement l'inspection des installations classées et proposer des actions de réduction des impacts.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 9 : Surveillance des vibrations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 12-5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Tirs de mines

**Prescription contrôlée :**

Chaque tir de mine en grande masse doit faire l'objet d'un enregistrement des vibrations produites dans le massif au moyen d'au moins trois analyseurs de vibrations équipés d'une bande enregistreuse ou de tout autre dispositif équivalent, qui permettent d'archiver les données suivantes :

- vitesses particulières selon les trois axes en amplitude et en fréquence,
- pression acoustique en Db ou en Pa.

A chaque tir, ces analyseurs doivent être positionnés de façon à couvrir au mieux les zones susceptibles d'être impactées par le tir.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un tableau de synthèse des résultats des mesures de vibration et de surpression acoustique pour les tirs de mines réalisés en 2021 (57 tirs) et en 2022, jusqu'au 25/07/2022 (27 tirs).

Les mesures sont réalisées au niveau de 3 points de mesures situés au nord, à l'est et à l'ouest du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
---

**N° 10 : Vibrations associées aux tirs de mines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 12-4
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les tirs de mine ne doivent pas être à origine de vibrations susceptibles d'engendrer, dans les constructions avoisinantes, des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.
--

L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires.
---

<b>Constats :</b> Pour les tirs de 2021 et 2022 (jusqu'au 25/07/2022), il a été constaté une valeur de vibration maximale de 3,22 mm/s à la Ville aux Maçons, 5,66 mm/s à la Ville aux Prés et 1,76 mm/s à la Ville Perrotin.
---

Il a été noté une surpression acoustique maximale de 125 dBL à la Ville aux Maçons, 123 dBL à la Ville aux Prés et 124 dBL à la Ville Perrotin.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
---

**N° 11 : Acceptation préalable de matériaux "K3+"**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 14-5
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs K3+
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Dans le cadre d'une demande d'acceptation préalable de matériaux « K3+ », les résultats de la caractérisation des déchets sur les paramètres prévus à l'article 14-2-3 sont systématiquement fournis. Les analyses doivent être réalisées pour chaque lot homogène de déchets de chaque chantier dont les déblais sont destinés au remblayage de la carrière. La demande d'acceptation préalable doit faire l'objet d'une validation par l'exploitant préalablement aux premiers apports sur le site.
---

<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été consulté par sondage la caractérisation des déchets pour un chantier de matériaux "K3+". Il a été constaté la présence de la fiche d'information préalable, des résultats des analyses, du tableur utilisé pour vérifier la compatibilité des matériaux et du certificat d'acceptation.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
---

**N° 12 : Acceptation de matériaux "K3+" - rejet d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 6-13
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes extérieurs K3+
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

En cas de dépassement sur un de ces paramètres, l'accueil de matériaux « K3+ » présentant un dépassement des valeurs de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé pour ce même paramètre est suspendu sans délai et l'exploitant informe l'inspection des installations classée et lui présente les dispositions envisagées pour y remédier. La reprise des apports de ce type de matériaux « K3+ » ne pourra avoir lieu qu'après validation de l'inspection des installations classées, sur la base d'une nouvelle mesure respectant les valeurs limites et les valeurs de référence.
--

<b>Constats :</b> Les résultats des mesures des rejets d'eau ont montré, dès le début des mesures en mai 2021, des dépassements pour les paramètres chlorures et fluorures. L'exploitant en a informé l'inspection des installations classées et a déclaré ne pas avoir accepté des matériaux K3+ pour ces paramètres. Il a par ailleurs mis en place des investigations pour identifier l'origine de ces dépassements.
---

Concernant les chlorures, une cause a été identifiée : les eaux de la centrale à béton présente sur le
--



site n'étaient pas déconnectés des eaux de la carrière. La déconnection a été mise en place et les mesures au point de rejet de la carrière ont ensuite respecté pendant quelques mois la valeur limite pour ce paramètre. Les acceptations de matériaux K3+ pour ce paramètre ont pu reprendre à partir du 23/05/2022.

Cependant, les résultats au point de rejet dépassent de nouveau la valeur de 200 mg/l. Les apports de matériaux dépassant le seuil ISDI pour ce paramètre sont donc suspendus.

L'exploitant poursuit ses investigations.

Concernant les fluorures, le dépassement des eaux de rejets en fluorure semble lié au fonds géochimique local. Des investigations complémentaires sont en cours. Les apports de matériaux ne dépassent pas le seuil ISDI pour ce paramètre.

**Observations :** L'exploitant ne doit pas accepter de déchets inertes extérieurs dépassant les seuils ISDI pour les paramètres fluorures et chlorures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 13 : Gestion des eaux de remblais

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 14-10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un drainage du grand merlon prévu à l'article 14-9 afin de recueillir les eaux de ruissellement de la zone de remblai.

Les eaux ainsi recueillies s'écoulent vers un point de prélèvement en sur-profondeur puis sont dirigées vers le bassin de pompage des eaux d'exhaure en fond d'excavation.

**Constats :** Lors de la visite du 10/09/2021, il avait été constaté que le drain était en cours de colmatage côté remblais. Par ailleurs, le point de prélèvement ne semblait pas adapté pour le recueil de la zone de remblai uniquement.

Par courrier du 28/10/2021, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un drain traversant le merlon accompagné d'un petit bassin de réception.

Lors de la visite d'inspection, la présence du drain a été constatée des deux côtés du merlon.

Le point de prélèvement était à sec et envahi de végétation lors de la visite.

**Observations :** Le drain commence à être enfoui. L'exploitant a prévu de mettre en place un regard qui sera réhaussé au fur et à mesure de la montée du remblai en appui sur le merlon.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 14 : Surveillance des rejets d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 6-13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

Les paramètres visés à l'article 6-6 ainsi que la conductivité doivent être mesurés deux fois par an, en période de hautes eaux et en période de basses eaux, par un laboratoire agréé pour ces analyses au niveau du point de rejet vers l'étang du Rodoir.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le Rapport de suivi annuel 2021 - Geoscop. Les paramètres visés à l'arrêté préfectoral du 21/01/2010 complété par l'arrêté préfectoral du 25/06/2021 ont été mesurés au point de rejet à une fréquence mensuelle de mai à juillet 2021 puis à une fréquence bi-mensuelle.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé.

L'exploitant a également transmis un tableau récapitulatif des résultats de mesures intégrant des mesures mensuelles en 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



## N° 15 : Rejets d'eaux superficielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 6-6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux canalisées issues du séparateur visé à l'article 6-4, les eaux canalisées de l'installation de lavage des véhicules et des engins, les eaux pluviales canalisées et les autres eaux canalisées sont dirigées vers des bassins de décantation, vers des lagunes ou vers des bassins de collecte et ne peuvent être rejetées dans l'étang du Rhodoir qu'après avoir subi, le cas échéant, un traitement (neutralisation, décantation....). Les valeurs limites suivantes doivent être respectées : [tableau] Ces valeurs doivent être mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. Pour les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleurs du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le Rapport de suivi annuel 2021 - Geoscop. Les rejets d'eau sont conformes aux valeurs limites de rejet à l'exception des paramètres fluorures et chlorures ainsi que, ponctuellement, pour les paramètres MES (2 dépassements en 2021, 42 et 47 mg/l pour une valeur limite de 35 mg/l – la valeur suivante est conforme) et sulfates (1 dépassement en 2021, 293 mg/l pour une valeur limite de 250 mg/l – la valeur suivante est conforme).  Le tableau de synthèse des résultats réalisé par l'exploitant montre les mêmes dépassements en 2022 pour les paramètres fluorures et chlorures.  <b>Les prélèvements sont réalisés de manière instantanée ce qui est un écart par rapport à la disposition de l'arrêté préfectoral.</b> Les dépassements de MES sont considérés comme conformes puisqu'ils ne dépassent pas le double de la valeur limite.
<b>Observations :</b> Les prélèvements doivent être réalisés proportionnellement au débit sur 24h.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Surveillance des niveaux piézométriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 6-9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Le niveau piézométrique de la nappe doit être contrôlé semestriellement, sous réserve de l'accord des propriétaires, par le suivi des puits P1 à P7.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le Rapport de suivi annuel 2021 - Geoscop. Le suivi piézométrique semestriel est réalisé. Le puits P1 était sec lors des deux relevés de 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 6-9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux des puits et leur température sont prélevées deux fois par an, en période de hautes eaux et en période de basses eaux. Les eaux prélevées doivent faire l'objet d'analyses par un laboratoire

agréé pour les paramètres pH, conductivité, nitrates, ammonium ainsi que pour les paramètres suivants:

[tableau]

La fréquence deviendra mensuelle en cas de dépassement d'au moins une des valeurs fixées ci-dessus. La surveillance reprend à la fréquence de deux fois par an lorsqu'aucune des valeurs n'est plus dépassée.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le Rapport de suivi annuel 2021 - Geoscop. Les paramètres visés à l'arrêté préfectoral du 21/01/2010 complété par l'arrêté préfectoral du 25/06/2021 ont été mesurés mensuellement au niveau des puits en 2021, à l'exception du puits P1 qui était à sec.

Deux dépassements ont été observés sur le puits P6 (sud du site) pour le paramètre chlorures (268 et 227 mg/l au lieu de 200 mg/l maximum).

Le tableau de suivi mis en place par l'exploitant montre que les mesures au niveau des puits se sont poursuivies à une fréquence mensuelle jusqu'au 30/05/2022. Aucun dépassement n'a été mesuré en 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 18 : Gestion des emballages d'explosifs

**Référence réglementaire :** Autre du 29/07/2020, article L541-2-1-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1.

**Constats :** Lors de la visite du 10/09/2021, il avait été constaté que l'exploitant réalisait le brûlage à l'air libre des emballages des produits explosifs utilisés lors des tirs de mines.

Par courrier du 28/10/2021, l'exploitant a indiqué que les emballages propres non souillés seraient dorénavant orientés vers une filière de recyclage.

Cependant, il a également indiqué que les emballages souillés ne pourraient pas être repris par leur fournisseur. Il a transmis à l'appui un courriel d'EPC, le principal fournisseur du site.

**Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il poursuivait donc le brûlage à l'air libre des emballages d'explosifs souillés.**

**Observations :** Le brûlage à l'air libre des emballages souillés n'est pas autorisé, sauf en application de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12/12/2014 concernant en particulier la mise en oeuvre par UMFE et détonateurs, sous déclaration (4210-2-b) et dans le cas où les explosifs sont intransportables pour des raisons de sécurité des travailleurs.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 19 : Tri 5 flux

**Référence réglementaire :** Autre du 16/07/2021, article D.543-281

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.

Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres

opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.

Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.

**Constats :** Lors de la visite d'inspection du 10/09/2021, il avait été constaté que des déchets en mélange (plastiques, caoutchouc, cartons, sangles, végétaux) étaient stockés dans la benne DIB.

Lors de la visite, il a été constaté que **la benne DIB dédiée aux déchets non dangereux non triés comportait toujours des cartons et des bouteilles et films en plastique.**

**Observations :** L'exploitant indique que les cartons et plastiques qui se trouvent dans la benne DIB sont placés à cet endroit car ils sont souillés (ex : traces d'huiles ou de peinture, plastiques souillés de matériaux) et que leur prestataire refuse de les reprendre avec les autres déchets de carton et de plastique.

Il n'y a pas d'exemption pour les types de déchets indiqués sauf s'ils sont souillés par des produits dangereux. Dans ce cas, ils doivent être intégrés aux filières d'élimination des déchets dangereux.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 20 : Etude des instabilités rocheuses

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/01/2010, article 13-8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques géotechniques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans avant le début d'une nouvelle phase d'exploitation, par une société spécialisée, à une étude des instabilités rocheuses. Il communique cette étude à l'inspection des installations classées avec ses propositions et ses conclusions.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis la dernière étude des instabilités rocheuses réalisée en septembre 2015 par Géoscop.

**La dernière étude des instabilités rocheuses a été réalisée il y a plus de 5 ans.**

**Observations :** Lors de la visite, l'exploitant a présenté le courriel de la société Geoscop indiquant son intervention en octobre 2022 pour la réalisation de l'étude des instabilités rocheuses.

Il est demandé à l'exploitant d'intégrer une évaluation de la stabilité de la zone de remblaiement et de transmettre l'étude lorsqu'elle sera réalisée avec ses conclusions et ses propositions.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet